



Cahier des clauses administratives particulières

POUVOIR ADJUDICATEUR :

**Hôpitaux Universitaires de Strasbourg
Etablissement support du GHT n° 10 Basse Alsace Sud Moselle**

OBJET DE LA CONSULTATION :

Travaux de renforcement et de mise à niveau dans le cadre de l'amélioration du fonctionnement de la ventilation à l'unité centrale de production du Centre Hospitalier Départemental de Bischwiller.

Consultation établie en application du Code de la Commande Publique de 2019
Les documents correspondant à cette consultation (DCE) sont téléchargeables à l'adresse Internet suivante <https://www.marches-publics.gouv.fr>
ATTENTION : REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE SUR LA PLATEFORME PLACE

SOMMAIRE

ARTICLE PRELIMINAIRE : GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE BASSE-ALSACE SUD-MOSELLE .	5
ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERAL	5
1.1 OBJET DU MARCHE.....	5
1.2 DUREE DU MARCHE ET LIEUX D'EXECUTION.....	5
1.3 ALLOTISSEMENT	6
1.4 FORME DU MARCHE PUBLIC	6
1.5 PIECES CONTRACTUELLES.....	6
1.5.1 PIECES PARTICULIERES	6
1.5.2 PIECES GENERALES	6
1.6 MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC EN COURS D'EXECUTION	7
1.7 AUTRES INTERVENANTS	7
1.7.1 MAITRE D'OEUVRE	7
1.7.2 CONTROLEUR TECHNIQUE	7
1.7.3 COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE LA PROTECTION DE LA SANTE.....	7
1.7.4 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION	7
ARTICLE 2 - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE.....	8
2.1 MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE	8
2.1.1 ORDRE DE SERVICE DE DEMARRAGE TRAVAUX	8
2.1.2 CONNAISSANCE DES LIEUX AFFERENTS A L'EXECUTION DES TRAVAUX.....	8
2.1.3 PLAN D'EXECUTION	8
2.1.4 REUNION DE CHANTIER.....	8
2.1.5 ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS.....	9
2.1.6 FOURNITURE DE MATERIEL/EQUIPEMENT	9
2.2 DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE	9
2.2.1 DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	9
2.2.2 PLANNING PREVISIONNEL DES TRAVAUX	9
2.2.3 PROLONGATION DES DELAIS	10
2.3 RECEPTION.....	10
2.4 DOCUMENTS FOURNIS AU MAITRE D'OUVRAGE.....	10
2.5 GARANTIES	10
2.5.1 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT.....	10
2.6 DIVERS	11
2.7 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE	11
2.8 DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER (compte prorata)	11
2.9 TRANCHES OPTIONNELLES	11

2.10	PRESTATIONS SIMILAIRES.....	11
2.11	TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	12
	Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers	13
	Travailleurs détachés.....	13
	ARTICLE 3 - MODALITES DE REGLEMENT	14
3.1	AVANCES.....	14
3.2	APPROVISIONNEMENT	14
3.3	CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	15
3.4	DEMANDE DE PAIEMENT MENSUEL.....	15
3.5	DEMANDE DE PAIEMENT FINAL (DECOMPTE GENERAL DEFINITIF DES TRAVAUX)	16
3.6	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS – MODALITES DE PAIEMENT DIRECT	16
3.7	PRIX DU MARCHE	16
3.7.1	CONTENU DU PRIX	16
3.8	REGIME DES DROITS ET TAXES	17
3.9	PRIX DE REGLEMENT	17
3.10	UNITE MONETAIRE	18
3.11	DELAIS DE PAIEMENT	18
3.12	ESCOMPTES	19
3.13	PENALITES.....	19
3.13.1	RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX.....	19
3.13.2	ABSENCE OU RETARD AUX RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	19
3.13.3	NON LEVEE DE RESERVES	19
3.13.4	NON REMISE DES DOCUMENTS	19
3.13.5	NON REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET AUTRES	20
3.13.6	AUTRES PENALITES	20
3.14	RETENUE DE GARANTIE / GARANTIE FINANCIERE	20
	ARTICLE 4 - RESILIATION DU MARCHE ET EXECUTION PAR DEFAUT.....	20
4.1	RESILIATION.....	20
4.2	EXECUTION DE LA PRESTATION / FOURNITURE AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	21
4.3	RUPTURE DE STOCK.....	21
	ARTICLE 5 - RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES.....	21
5.1	RESPONSABILITES	21
5.2	ASSURANCES	22
	ARTICLE 6 - DIFFERENDS ET CONTENTIEUX.....	22
	ARTICLE 7 - DISPOSITIONS FINALES.....	22
	ARTICLE 8 - DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX.....	22

ARTICLE PRELIMINAIRE : GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE BASSE-ALSACE SUD-MOSELLE

Le Groupement Hospitalier de Territoire Basse-Alsace Sud-Moselle (GHT BASM ou GHT 10) est constitué par 13 établissements publics de la santé. Il couvre un territoire de plus de 50% de la population alsacienne, soit près de 20% de la population de la Région Grand-Est.

Le GHT BASM a pour mission essentielle de mutualiser les moyens de plusieurs établissements publics de santé sur un même territoire afin d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité à toutes les populations.

Les établissements membres du GHT sont :

- Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg – Etablissement support
- Le Centre Hospitalier d'Haguenau
- Le Centre Hospitalier Départemental de Bischwiller
- Le Centre Hospitalier de Wissembourg
- Le Centre Hospitalier Sainte Catherine de Saverne
- Le Centre Hospitalier de Sarrebourg
- Le Centre Hospitalier Saint-Luc d'Abreschviller
- L'Etablissement public de Santé Alsace-Nord (EPSAN) de Brumath
- L'Hôpital de la Grafenbourg de Brumath
- Le Centre Hospitalier d'Erstein
- Le Centre Hospitalier Erstein Ville
- L'Hôpital local de Molsheim
- L'Hôpital Saint Jacques de Rosheim

En application de l'article R. 6132-16 du Code de la santé publique, les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg assurent en tant qu'établissement support la passation des marchés et des avenants des différents établissements membres du GHT BASM.

L'exécution et le paiement du marché seront assurés par chaque établissement bénéficiaire du marché pour ce qui le concerne.

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERAL

1.1 OBJET DU MARCHE

Le présent marché porte sur des travaux de renforcement et de mise à niveau dans le cadre de l'amélioration du fonctionnement de la ventilation à l'unité centrale de production du Centre Hospitalier Départemental de Bischwiller.

1.2 DUREE DU MARCHE ET LIEUX D'EXECUTION

Le marché s'exécutera à compter du 25 Mars 2024 (comprenant la période de préparation) selon calendrier prévisionnel d'exécution des travaux. La date précise sera définie avec l'entreprise attributaire en fonction de la mise au point du marché. Un ordre de service de démarrage sera notifié.

Lieu d'exécution des travaux :

Unité Centrale de Production – Route de Strasbourg – 67240 BISCHWILLER

1.3 ALLOTISSEMENT

La consultation n'est pas allotie conformément à :

- l'article L 2113-10 du Code de la commande publique en raison de l'objet du marché qui ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Se reporter au C.C.T.P. pour le détail technique.

Les candidats ne pourront présenter d'offres variables.

1.4 FORME DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché est un **marché public ordinaire**.

1.5 PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G travaux, les pièces contractuelles ci-après constituent le marché et prévalent les unes par rapport aux autres dans l'ordre suivant, en cas de contradiction entre elles :

1.5.1 PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement (ATTR1) et son annexe financière N° 1 : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'établissement, fait seul foi ;
- Le Calendrier Prévisionnel d'Exécution des Travaux (C.P.E.T.) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes (C.C.T.P.), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'établissement, fait seul foi ;
- Le certificat de visite dûment signé par le CHDB et l'entreprise ;
- Les plans PRO ;
- Le mémoire technique proposé par le titulaire ainsi que le questionnaire de développement durable pour les éléments qui ne sont pas en contradiction avec les autres pièces contractuelles du marché public qui prévalent.

Les documents particuliers sont à accepter sans aucune réserve ou modification par le titulaire.

1.5.2 PIECES GENERALES

- Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux (C.C.A.G. travaux), adopté par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Normes et homologations nationales, européennes, internationales en vigueur, normes AFNOR homologuées ou toute autre norme équivalente.

Ces derniers documents d'ordre général ne sont pas joints au dossier de consultation, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.

1.6 MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC EN COURS D'EXECUTION

Le présent marché peut être modifié en cours d'exécution conformément aux dispositions des articles L 2194-1, R 2194-1 à R 2194-9 du Code de la Commande Publique.

Clause de réexamen :

Conformément aux articles R 2194-1 et suivants du Code précité, tous travaux qui seraient devenus nécessaires à la bonne exécution du présent marché, pourront être commandés par le CHDB. Dans cette hypothèse, le titulaire fournira une offre de prix préalable pour acceptation du CHDB. Cette offre de prix constituera une annexe au présent marché et s'appliquera à compter de l'acceptation du CHDB sans qu'il soit besoin de procéder à un avenant.

1.7 AUTRES INTERVENANTS

En complément à l'article 3.10 du C.C.A.G Travaux, ci-dessous le détail des autres intervenants de l'opération :

1.7.1 MAITRE D'OEUVRE

SERUE INGENIERIE
Espace Européen de l'Entreprise
4 Rue de Vienne - Schiltigheim
B.P. 70008 – 67013 STRASBOURG CEDEX

1.7.2 CONTROLEUR TECHNIQUE

A DEFINIR

1.7.3 COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE LA PROTECTION DE LA SANTE

Sans objet

1.7.4 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION

SERUE INGENIERIE
Espace Européen de l'Entreprise
4 Rue de Vienne - Schiltigheim
B.P. 70008 – 67013 STRASBOURG CEDEX

ARTICLE 2 - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

2.1 MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

Le marché sera exécuté conformément aux stipulations des pièces contractuelles citées à l'article 1.5 du présent C.C.A.P.

2.1.1 ORDRE DE SERVICE DE DEMARRAGE TRAVAUX

Un ordre de service de démarrage travaux sera délivré par le maître d'ouvrage après notification du marché.

2.1.2 CONNAISSANCE DES LIEUX AFFERENTS A L'EXECUTION DES TRAVAUX

L'entreprise est réputée, avant la remise des offres :

- Avoir pris connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que des sites, des lieux et terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux,
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,
- Avoir procédé à une visite détaillée du bâtiment concerné, et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, etc...),
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents de la consultation notamment celles données par les plans, le cahier des clauses techniques particulières, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires.

2.1.3 PLAN D'EXECUTION

Le titulaire établit les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, les notes de calcul, les études de détails. A cet effet, le titulaire fait sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure.

Le titulaire s'engage à réaliser l'ouvrage conformément aux documents nécessaires à l'exécution qu'il a fait viser par le maître d'ouvrage.

2.1.4 REUNION DE CHANTIER

Les réunions de chantier sont hebdomadaires. En l'absence du chef d'entreprise ou d'un responsable, le représentant de l'entreprise devra être autorisé à parler au nom de l'entreprise et engager l'entreprise pour toutes les décisions prise en cours de réunion.

Toute absence ou retard à une réunion fera l'objet de pénalités visées à l'article 3.13.2.

2.1.5 ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les dispositions des articles 31.4 du C.C.A.G. Travaux. L'entrepreneur est tenu de prendre toutes les dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous les règlements de police, de voirie et autres.

L'entrepreneur doit exercer une surveillance continue sur le chantier à l'effet d'éviter tous accidents aux ouvriers travaillant sur ledit chantier, à quelque corps d'état qu'ils soient rattachés, ainsi qu'aux personnes employées à un titre quelconque sur le chantier et à celles qui seraient étrangères à celui-ci.

2.1.6 FOURNITURE DE MATERIEL/EQUIPEMENT

2.1.6.1 Conformité des équipements

Les équipements livrés doivent être conformes aux normes françaises, aux homologations et marques en vigueur, à la réglementation applicable en matière de sécurité, à la réglementation européenne.

Pour tout matériel soumis à homologation, marquage ou certification, le titulaire fournira toutes justifications utiles. Pour les autres matériels, l'opérateur économique est tenu d'attester la conformité du matériel livré avec la réglementation en vigueur.

L'objet doit répondre aux critères définis dans les pièces techniques du marché.

2.1.6.2 Mise en place des équipements – détérioration

Il incombe au titulaire du marché la remise en état de tout bien éventuellement détérioré par les opérations de mise en place du matériel, objet du marché.

2.2 DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE

2.2.1 DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les stipulations correspondantes figurent dans le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux.

Les délais d'exécution et d'intervention seront renseignés dans l'ordre de service de démarrage des travaux.

2.2.2 PLANNING PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Le planning prévisionnel des travaux est joint à la présente consultation. Il sera précisé et confirmé en phase de mise au point du marché avec l'entreprise attributaire.

2.2.3 PROLONGATION DES DELAIS

Une prolongation des délais d'exécution ne peut être accordée par l'établissement que dans les conditions fixées à l'article 18.2 du C.C.A.G. Travaux.

2.3 RECEPTION

La réception des travaux a lieu après l'achèvement complet des travaux. L'entrepreneur avise le maître d'ouvrage par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés.

Lorsque la réception est assortie de réserves, l'entreprise doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai maximum **de quinze jours**.

Dans le cas où le délai n'est pas respecté, les pénalités de retard définies à l'article 3.14.3 sont appliquées. Elles seront appliquées jusqu'à quarante-cinq jours après le délai prescrit ; au-delà les travaux seront exécutés aux frais et risques de l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable.

2.4 DOCUMENTS FOURNIS AU MAITRE D'OUVRAGE

Les documents à fournir dans un délai de quinze jours à compter de la date de notification de la réception des travaux et dans tous les cas au plus tard au jour de la réception des travaux selon les lots, sont :

- Les D.O.E. ;
- Notice de fonctionnement et d'entretien ;
- Plans et autres documents conformes à l'exécution ;
- Attestations de formation délivrées aux personnels de l'exploitant.

2.5 GARANTIES

2.5.1 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Le délai de garantie est fixé à 12 mois à compter de la date d'effet de la réception des travaux. Pendant le délai de garantie, indépendamment des obligations résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du code civil, l'entrepreneur est tenu à une obligation dite de parfait achèvement au titre de laquelle il doit :

- a) exécuter les travaux ou prestations éventuelles de finition ou de reprise, et notamment le levée des réserves ;
- b) remédier à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage, de telle sorte que les travaux soient conformes à l'état où ils étaient lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- c) procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves et essais prévus dans le C.C.A.P. ou le C.C.T.P.

Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires mentionnées aux b) et c) ci-dessus ne sont à la charge de l'entrepreneur que si la cause de ces déficiences lui est imputable.

A l'expiration du délai de garantie, l'entrepreneur est dégagé de ses obligations contractuelles, à l'exception des garanties particulières prévues dans le C.C.A.P. ou le C.C.T.P. ; la caution ou la retenue de garantie lui est restituée dans les conditions prévues à l'article 3.15 du présent C.C.A.P.

Le délai de garantie est prolongé d'une période équivalente au retard dans la levée des réserves, au-delà du délai prévu à l'article 3.13.3 et/ou au retard dans la remise des documents des ouvrages exécutés au-delà du délai prescrit à l'article 3.13.4.

Si pendant le délai de garantie, les travaux qui se révèlent nécessaires n'ont pas été exécutés par l'entrepreneur dans le délai qui lui est imparti par le maître d'œuvre dans l'ordre de service les prescrivant ou à défaut dans un délai maximum de un mois, le maître d'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution desdits travaux par toute entreprise de son choix aux frais et risques et périls de l'entrepreneur et le cas échéant le délai de garantie peut être prolongé par décision du pouvoir adjudicateur jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations conformément à l'article 44-2 du CCAG Travaux ou que celle-ci soit assurée par le titulaire ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG Travaux.

2.6 DIVERS

Les procès-verbaux des réunions de chantier seront établis par le maître d'œuvre et notifiés par ce dernier au titulaire du marché.

Les instructions ou observations portées sur les procès-verbaux valent ordres de services pour l'entreprise, toute suite devant y être donnée à la demande du maître d'œuvre.

2.7 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

L'exécution des travaux par l'entreprise se résout pour ceux-ci en une "obligation de faire". En cas de refus de l'entrepreneur de se conformer aux dispositions du marché, le maître d'ouvrage pourra, après mise en demeure restée sans effet, faire exécuter les ouvrages par tous ouvriers, tout mode approprié et selon le prix qui en est réclamé, aux frais de l'entrepreneur sans préjudice de tous dommages-intérêts.

2.8 DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER (compte prorata)

Sans objet.

2.9 TRANCHES OPTIONNELLES

Aucune tranche optionnelle n'est prévue.

2.10 PRESTATIONS SIMILAIRES

En application des dispositions de l'article R 2122-7 du Code de la Commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander des prestations similaires dans le cadre d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence ultérieur conclu avec le titulaire.

La commande des prestations similaires se fera dans la limite d'un montant de 42 600 € HT, représentant 30 % de l'estimation hors taxes du marché.

La mise en concurrence du présent marché prend également en compte ce montant estimatif des prestations similaires.

2.11 TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Liminaire

Le présent article a pour objet la définition des conditions dans lesquelles le Titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte du Pouvoir adjudicateur les opérations de traitement de données à caractère personnel nécessaires à la réalisation du marché.

Le Responsable de traitement est le Pouvoir adjudicateur et le Sous-traitant de données est le Titulaire du marché public conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après, « Règlement général sur la protection des données » ou « RGPD »).

Le Titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD, la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le Titulaire s'engage également à mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles permettant de démontrer le respect des règles relatives à la protection des données au titre du principe de responsabilisation. Il devra fournir les preuves de conformité idoines sur demande du pouvoir adjudicateur.

Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du Pouvoir adjudicateur, pour la durée et dans les conditions du présent marché, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le service, le(s) bien(s) ou la prestation faisant l'objet du marché.

Mise en œuvre du traitement

Le Titulaire du marché s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du présent marché ;
2. traiter les données conformément aux prescriptions du présent marché. Le pouvoir adjudicateur pourra documenter des instructions complémentaires relatives au traitement de données ;
3. Si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le Pouvoir adjudicateur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - a. s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - b. reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Recours à la sous-traitance

Lorsque le Titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement (30 jours avant minimum) et par écrit le Pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du Pouvoir adjudicateur, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais du formulaire DC4 ou sous toute autre forme.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du Pouvoir adjudicateur. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R2193-1 et 2193-3 du Code de la Commande Publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article 1.6 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français ».

Travailleurs détachés

Les titulaires et le sous-traitant agréés s'engagent à respecter les dispositions prévues par la réglementation en vigueur s'ils ont recours aux travailleurs détachés. Ils adresseront copie des différents documents de déclaration au maître d'ouvrage.

Les documents devront être diffusés au minimum 15 jours calendaires avant le début des prestations des travailleurs détachés sur site.

Les informations sur la réglementation qui leur est applicable en application de l'article L1262-4 seront affichées sur les lieux de travail. L'affiche sera facilement accessible et traduite dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés.

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient au Titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données dans le respect des articles 13 et/ou 14 du RGPD. Il devra au surplus fournir au Pouvoir adjudicateur le(s) support(s) / notice(s) d'information fourni(s) aux personnes concernées. Le Titulaire répondra, au nom et pour le compte du Pouvoir adjudicateur et

dans les délais prévus par le RGPD, aux demandes d'exercice de droits des personnes concernées tout en notifiant le Pouvoir adjudicateur le cas échéant.

Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire informera le Pouvoir adjudicateur de toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 24 heures après en avoir pris connaissance. L'information se fera au Délégué à la protection des données du Pouvoir adjudicateur par courrier papier ou électronique. L'information s'accompagnera de toute documentation utile afin de permettre au Pouvoir adjudicateur, de statuer sur la nécessité de notifier cette violation à l'autorité de contrôle ainsi qu'aux personnes concernées. Le cas échéant les notifications seront effectuées par le Pouvoir adjudicateur ou par le Titulaire sur instruction du Pouvoir adjudicateur.

Mesures de sécurité

Le Titulaire met en œuvre les mesures suffisantes afin d'assurer la sécurité des données.

Le Pouvoir adjudicateur peut auditer le Titulaire afin de vérifier que ce dernier présente le niveau de conformité adéquat par rapport au traitement de données en question.

Le Pouvoir adjudicateur peut demander au Titulaire la mise en place de mesures supplémentaires dans le cas où les mesures initiales ne seraient pas de nature à assurer une sécurisation suffisante des données.

Sort des données

Au terme du présent marché, le Pouvoir adjudicateur donnera les instructions adéquates au Titulaire afin de régler le sort de la donnée transmise à l'occasion dudit marché.

Point de contact

Le Titulaire communique au Pouvoir adjudicateur dès notification du marché public les coordonnées de son délégué à la protection des données, celles du chargé de conformité.

Registre sous-traitant

Le Titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte du Pouvoir adjudicateur comprenant l'ensemble des éléments requis par l'article 30 du RGPD.

ARTICLE 3 - MODALITES DE REGLEMENT

Conformément aux articles L 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, la demande de paiement doit être envoyée par voie électronique sur le portail mutualisé Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

3.1 AVANCES

Sauf renonciation du titulaire, exprimée à l'acte d'engagement, une avance dite forfaitaire de 5% est accordée conformément aux dispositions des articles R 2191-3 et 2191-5 du Code de la Commande Publique, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

3.2 APPROVISIONNEMENT

Aucun acompte n'est prévu pour approvisionnement sauf au cas par cas et sur demande et justifications de l'entreprise.

3.3 CESSIION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R 2191-45 à 2191-62 du Code de la Commande Publique.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

Le titulaire souhaitant céder ou nantir la créance, résultant de l'exécution du marché, doit demander au représentant habilité par le pouvoir adjudicateur soit un exemplaire unique du marché revêtu de la mention « copie conforme délivrée en exemplaire unique », soit un certificat de cessibilité.

Lorsque la créance cédée ou nantie concerne plusieurs comptables assignataires, le pouvoir adjudicateur délivrera un nombre d'exemplaires uniques ou de certificats de cessibilité correspondant au nombre de comptables assignataires compétents pour réaliser le paiement de la créance. Le cas échéant, chaque exemplaire unique ou certificat de cessibilité mentionnera le comptable assignataire concerné et le montant de la créance que ledit comptable sera appelé à mettre en paiement.

La cession ou le nantissement de créance doit être notifié par l'établissement de crédit cessionnaire ou tout autre bénéficiaire de la cession ou du nantissement par lettre recommandée avec avis de réception à chaque comptable assignataire concerné par la créance cédée ou nantie.

Le cessionnaire doit joindre, à la notification de la cession ou du nantissement de créances, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité que le cédant lui aura remis. L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité devra en tout état de cause être remis au comptable assignataire concerné en tant pièce justificative pour le paiement.

3.4 DEMANDE DE PAIEMENT MENSUEL

Le règlement se fait par acomptes mensuels en fonction de l'avancement des travaux. Les demandes de paiements mensuelles sont traitées conformément aux dispositions décrites aux articles 12.1 et 12.2 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG-Travaux, les demandes sont remises au plus tard le 25^{ème} jour du mois de la réalisation des travaux, objet de la demande.

Les demandes de paiement devront parvenir impérativement à chaque établissement parti, à l'adresse renseignée par ceux-ci au titulaire.

Le non-respect de ces dispositions entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

Au cas où la facture ne serait pas conforme, le délai de règlement ne comptera qu'à compter de la réception d'une facture conforme.

Le règlement s'effectuera **après exécution de la prestation**.

3.5 DEMANDE DE PAIEMENT FINAL (DECOMPTE GENERAL DEFINITIF DES TRAVAUX)

Elles sont établies conformément aux articles 12.3 et 12.4 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG-Travaux, le projet de décompte final établi par le titulaire est remis au Maître d'Ouvrage dans un délai de 45 jours à compter de la levée de la dernière réserve formulée lors de l'achèvement de la mission.

Cette disposition ne fait pas obstacle à la mise en jeu de la retenue de garantie ou de la caution bancaire prévue au marché.

En outre, le paiement du solde de chaque entreprise est subordonné à la production au maître de l'ouvrage qu'après la remise des DOE.

3.6 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS – MODALITES DE PAIEMENT DIRECT

La signature du projet de décompte par le titulaire ou le mandataire, en cas de groupement, vaut acceptation de la somme à payer éventuellement à chacun des sous-traitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Le titulaire joint, en un exemplaire à son projet de décompte, la facture du ou des sous-traitant(s) indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné et en y apposant son « bon pour paiement ».

Les prix sont fermes et définitifs pendant toute la durée du marché.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des Entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Pour les sous-traitants d'un Entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'un « bon pour paiement » au projet de décompte, signée par celui des Entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme inclut la TVA.

Si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également la facture du sous-traitant en y apposant son « bon pour paiement ».

3.7 PRIX DU MARCHE

3.7.1 CONTENU DU PRIX

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à l'enlèvement des emballages, à la manutention, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu d'implantation indiqué au marché ou au bon de commande.

Les prix de référence du marché sont les prix unitaires nets H.T. qui figurent dans l'acte d'engagement et son annexe financière N°1.

Les prix comprennent en outre tous les frais accessoires tels que les frais de constitution de dossiers administratifs et techniques, de demande d'agrément, plans, esquisses, notices techniques, documentation, formation et contraintes de chantier. Se reporter au C.C.T.P (article 1.7 – pg 5) pour plus de détails.

En complément à l'article 9.1 du C.C.A.G. travaux il est précisé que le prix forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement comprend :

- Les sujétions liées au maintien des activités sur le site pendant la durée des travaux.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché du titulaire et ses sous-traitants éventuels seront réglés par des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) pour tous les lots.

Par dérogation à l'article 10.3.1. du C.C.A.G. Travaux, la non-exécution d'un ouvrage du marché fera l'objet d'un avenant en moins. Mais l'exécution partielle ou excédentaire d'un ouvrage inchangé ne pourra pas conduire à une modification du prix dans le cas d'application d'un marché à prix forfaitaire. L'entreprise retenue sera invitée à vérifier les quantités pendant la période de mise au point du marché, avant acceptation définitive de l'offre par le pouvoir adjudicateur.

Toutes erreurs signalées après notification du marché, ne pourront pas remettre en cause le caractère forfaitaire du marché.

Toutes les ambiguïtés entre plans et documents particuliers du marché devront être signalées à la maîtrise d'œuvre avant la remise de l'offre.

Pour les ambiguïtés relevées après signature du marché, et par dérogation à l'article 10.3.1 du C.C.A.G. les parties contractantes conviennent et acceptent :

- Que tout ouvrage prévu sur un plan contractuel, et clairement attribué à un lot, est compris dans le prix forfaitaire porté dans l'acte d'engagement de ce lot ;
- Que tout ouvrage décrit explicitement dans le C.C.T.P. et/ou la D.P.G.F. d'un lot, mais ne figurant pas sur un plan contractuel, est compris dans le prix forfaitaire porté dans l'acte d'engagement de ce lot ;
- Que tout ouvrage ne figurant ni sur un plan, ni dans le C.C.T.P. ni dans la D.P.G.F. d'un lot, fera l'objet d'un avenant ;
- Que tout ouvrage non réalisé, figurant soit sur un plan contractuel, soit dans le C.C.T.P. et/ou dans la D.P.G.F. d'un lot, fera l'objet d'un avenant en moins. Il est rappelé que l'exécution partielle ou excédentaire d'un ouvrage inchangé ne pourra pas conduire à une modification du prix dans le cas d'application d'un marché à prix forfaitaire.

3.8 REGIME DES DROITS ET TAXES

Si des créations, majorations, diminutions, suspensions ou suppressions des droits et taxes intervenaient postérieurement à la date limite fixée pour le dépôt de l'offre, le prix serait modifié en conséquence pour les livraisons auxquelles ces variations de droits et taxes auraient été effectivement appliquées.

La taxe appliquée au prix hors taxe du contrat est la T.V.A. au taux en vigueur à la date de l'offre. Ces taux ne sont mentionnés qu'à titre indicatif ; en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur, donc de la modification.

3.9 PRIX DE REGLEMENT

Ces prix seront fermes pour la durée totale du marché.

3.10 UNITE MONETAIRE

Le marché sera libellé en euros (€).

3.11 DELAIS DE PAIEMENT

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique.

Les demandes de paiement sont à adresser après l'admission des fournitures ou des prestations conformément aux stipulations du marché.

Le comptable chargé du paiement est le comptable public de chaque établissement bénéficiaire du marché. Les sommes dues sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou de la demande de paiement de l'avance forfaitaire ou de l'acompte éventuel.

Conformément à l'article D. 2192-2 du Code de la Commande Publique, les factures doivent comporter les mentions suivantes :

- nom, numéro SIRET et adresse du créancier
- RIB ou numéro de compte bancaire ou postal tel que précisé à l'acte d'engagement
- numéro du marché
- numéro et date du bon de commande
- détail de la fourniture/prestation livrée/exécutée (le cas échéant numéro de série du matériel et références utiles)
- quantités livrées ou exécutées
- prix net hors taxe de chaque fourniture/prestation
- prix des fournitures/prestations supplémentaires, le cas échéant
- montant total H.T.
- taux et montant de la T.V.A.
- date de facturation.

Le titulaire et le sous-traitant admis au paiement direct transmettent leurs factures à chaque établissement bénéficiaire du marché par voie électronique sur le portail mutualisé Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'établissement peut la rejeter.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par Chorus Pro correspond à la date de notification du message électronique informant l'établissement de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

L'identifiant et les codes service utiles du CHDB pour la facturation seront détaillés dans une annexe (N°2) à l'acte d'engagement (Attri1). Cette annexe sera jointe lors de la notification.

Le non-respect de cette clause peut entraîner le rejet de la facture, avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

3.12 ESCOMPTE

Les candidats préciseront les conditions, exprimées sous formes de taux de remise, des escomptes éventuels qu'ils sont disposés à appliquer pour des règlements intervenant sous un délai :

- inférieur ou égal à 30 jours calendaires. Le cas échéant, plusieurs taux de remise pourront être avancés, variables par tranches de délai ;
- inférieur ou égal à 15 jours pour les factures supérieures à 50 000 € HT.

Ces conditions contractuelles s'appliqueront chaque fois que les établissements parties honoreront les paiements sous le délai susvisé ou plus court. Elles n'emportent pas obligation pour les établissements bénéficiaires de respecter ce(s) délai(s) dérogatoire(s) même s'ils s'y efforceront.

3.13 PENALITES

3.13.1 RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG travaux, en cas de retard dans l'exécution des travaux, compris pour le repliement des installations et pour la levée des réserves formulées lors de la réception des travaux, le maître d'ouvrage pourra appliquer une pénalité journalière de 500 € par jour calendaire. Il est bien précisé que si le titulaire est dans l'impossibilité de démarrer ses travaux à la date prévue, il doit en informer le maître d'ouvrage par écrit au moins 48 heures à l'avance en précisant les raisons pour lesquelles il ne peut pas intervenir.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'ouvrage.

3.13.2 ABSENCE OU RETARD AUX RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Toute absence à l'un des rendez-vous de chantier auquel le titulaire a été convoqué pourra entraîner à l'encontre du titulaire une pénalité de 200 €.

Tout retard de plus de 30 minutes à un rendez-vous de chantier sera considéré comme une absence et entraînera la même pénalité.

3.13.3 NON LEVEE DE RESERVES

En cas de retard, et sur simple constatation du maître d'ouvrage, les pénalités définies à l'article 3.14.1 du présent C.C.A.P. sont appliquées par jour calendaire de retard.

3.13.4 NON REMISE DES DOCUMENTS

Un montant forfaitaire de 100 € net est appliqué par jour calendaire de retard.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'ouvrage.

3.13.5 NON REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET AUTRES

La remise en état du chantier devra se faire dans un délai maximum de trois jours après la fin de tous les travaux.

L'ensemble de ces obligations est à la charge de l'entreprise.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entreprise après simple mise en demeure, sans préjudice, d'une pénalité de 50,00 € net par jour calendaire de retard.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'ouvrage.

3.13.6 AUTRES PENALITES

Le cocontractant ne s'acquittant pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail s'expose à des pénalités dont le montant est au plus égal à 10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail.

3.14 RETENUE DE GARANTIE / GARANTIE FINANCIERE

Une retenue de garantie d'un montant de cinq pour cent (5%) du marché sera appliquée pour toute la durée de garantie du marché fixée à un an à compter de la date d'effet de la réception, et libérée à la fin du délai de garantie. Cette garantie de 5 % est retenue sur chaque acompte. Cette retenue de garantie sera faite par le comptable Publique du CHDB mais il n'en sera pas fait mention sur les décomptes.

Elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande.

Cette garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

La retenue de garantie, ou garantie à première demande seront libérés à l'expiration du délai d'une année à compter de la réception conformément aux dispositions réglementaires, sauf si le maître d'ouvrage a notifié, par lettre recommandée, son opposition motivée par l'inexécution des obligations de l'entrepreneur.

ARTICLE 4 - RESILIATION DU MARCHE ET EXECUTION PAR DEFAUT

4.1 RESILIATION

Seules les dispositions du C.C.A.G. Travaux relatives à la résiliation du marché, sont applicables :

- Article 50.1 du CCAG Travaux : Résiliation pour événements extérieurs au marché
- Article 50.2 du CCAG Travaux : Résiliation du fait du représentant du maître d'ouvrage ou de son mandataire
- Article 50.3 du CCAG Travaux : Résiliation pour faute du titulaire
- Article 50.4 du CCAG Travaux : Résiliation pour motif d'intérêt général

Il est précisé qu'après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R 2343-3 à R 2343-10 du Code de la Commande Publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Dans ce cas, les dépenses supplémentaires résultant de la passation d'un autre marché, consécutivement à la résiliation du présent marché, donnent lieu à prélèvement sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

S'il n'est pas possible pour l'établissement bénéficiaire de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

4.2 EXECUTION DE LA PRESTATION / FOURNITURE AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder, par un tiers, à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

4.3 RUPTURE DE STOCK

En cas de rupture de stock d'un produit, le titulaire est tenu de proposer un produit de substitution au même prix et comportant les mêmes caractéristiques techniques que le produit original, et ce, sous réserve que l'utilisateur donne son accord. Le titulaire devra fournir à l'appui, une fiche technique du produit de substitution voire un échantillon avant envoi des produits.

ARTICLE 5 - RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES

5.1 RESPONSABILITES

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant aux établissements membres, ou à des tiers.

5.2 ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 6 - DIFFERENDS ET CONTENTIEUX

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif au présent marché.

En cas d'échec de la résolution amiable, la partie la plus diligente pourra saisir le :

Tribunal Administratif de Strasbourg

31 Avenue de la paix

BP 51038 67 070

Strasbourg cedex

greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

ARTICLE 7 - DISPOSITIONS FINALES

En cas de difficulté d'interprétation et sauf mention expresse contraire figurant dans le présent document, le marché est régi par les dispositions du C.C.A.G. Travaux.

En cas de contradiction entre différentes clauses applicables, la clause dont l'interprétation est la plus favorable à l'acheteur public sera appliquée ; et ce même s'il s'agit de clauses d'un même document contractuel.

ARTICLE 8 - DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Les dérogations suivantes sont apportées au CCAG-Travaux :

Article du CCAP	Désignation	Dérogation à l'article du CCAG-Travaux
1.5	Pièces contractuelles	4.1
3.4	Demandes de paiement mensuel	12.1.1
3.5	Demande de paiement final	12.3.2
3.7.1	Contenu prix	10.3.1
3.13.1	Pénalité de retard	19.2